



**Joli mois de mai : pour la défense des services publics et des acquis sociaux !**

*Des droits, acquis de haute lutte, à l'issue de la seconde guerre mondiale, sont aujourd'hui plus que menacés : ils sont attaqués, floués, piétinés !*

**Les services publics tendent à disparaître :** d'abord, on supprime les agents (160000 suppressions de fonctionnaires dans les 4 ans à venir), on détruit leur statut (en privilégiant les « contrats » aux statuts, on augmente la précarité – déjà 1 million de précaires dans la fonction publique !), puis on dénature leurs missions (loi de mobilité qui prévoit la flexibilité), et enfin, on externalise des « missions » de service public au secteur privé... La boucle est bouclée, finis les fonctionnaires et donc, au bout de la chaîne, finis les services publics...

**Les services publics sont à tous et à toutes,** créés pour garantir une égalité de traitement sur tout le territoire : la situation est déjà dégradée, là où les services publics ont été supprimés... Le gouvernement ferme certaines lignes de train, peu rentables, et des zones rurales se retrouvent totalement isolées ; il ferme des maternités de proximité, et met en péril le bon déroulement des naissances ; il ferme des bureaux de postes, et c'est au bureau de tabac de vendre des timbres (et toutes les autres activités de la poste sont transférées à un autre bureau, à des km) ; il ferme les écoles ici, et remplit les classes, plus loin, d'effectifs trop lourds...

Contre cette dégradation de nos services publics, les fédérations de fonctionnaires appellent à une journée nationale de grève le 15 mai.

**Parallèlement, ce gouvernement poursuit ses attaques contre la**

**protection sociale, acquis de notre société solidaire...** Les retraites par répartition garantissent un revenu décent à la population après la vie active, en reposant sur le principe de la solidarité entre génération. Aujourd'hui, en imposant l'allongement de la durée de cotisation, on diminue de fait le montant des retraites puisque les « séniors » ne sont pas actifs, souvent, dans le contexte de chômage que nous connaissons, que les jeunes restent longtemps sans emploi et que peu de gens parviennent donc à une retraite à taux plein. C'est donc la paupérisation généralisée de la population que nous organise ce gouvernement : il ne faut pas laisser faire ! D'autres choix sont possibles, on peut sauver les retraites ! Le 22 mai, les grandes centrales syndicales appellent à une journée nationale de grève et de manifestations ! Nous y serons !

**Tous ensemble, il faut participer à ces mouvements sociaux, pour sauver les services publics, pour sauver les retraites, pour retrouver une société solidaire !**

*Véronique Ponvert*



## Les ports, le service public et leurs salariés ne sont pas à vendre !

Le mal est fait, cependant. La marine marchande est le premier marché du travail entièrement mondialisé.

Les dockers ont été mensualisés en 93.

Au Havre, une compagnie de remorqueurs hollandaise concurrence l'opérateur historique.

La machine libérale s'attaque au dernier morceau, les ports autonomes.

Les 7 ports autonomes (Dunkerque, Le Havre, Rouen, Nantes- St Nazaire, La Rochelle, Bordeaux, Marseille) multiplient les grèves à l'appel de la CGT.

Le prétexte de compétitivité ne repose sur rien. Les personnels français ne sont pas plus chers que dans les ports du nord de l'Europe. De plus, décharger un container coûte 300 dollars en Europe, 600 aux USA, 900 en Asie.

Il s'agit à la fois d'en finir avec des structures syndicales portuaires fortes et combatives et d'attiser la compétition entre les ports du littoral. La compétition générant la division.

Les directions syndicales iront-elles au bout en élargissant leur lutte ? Déjà les formes de luttes se décident port par port alors qu'au début le mouvement était national. De plus, quand on sait qu'au Havre les 2 dirigeants de la CGT du PAH sont en procès pour détournement des cotisations syndicales à leur profit, le rapport de force ne sera pas optimum pour le 1<sup>er</sup> port hexagonal.

Revivra-t-on l'épisode SNCM quand l'annonce de l'implication de responsables syndicaux cgt-sncm dans des vols de marchandises à bord avait sonné l'arrêt de la lutte. C'est à voir

*Wilfrid Pasquet*

### Contacts :

*Wilfrid Pasquet* : 02 35 47 01 61

*JacquesLemonnier* :

[jacques.lemonnier@numericable.com](mailto:jacques.lemonnier@numericable.com)

## Spéculations et crises financières : ça suffit !

Le capitalisme néolibéral est en train de tuer les sociétés parce qu'il subordonne tout au rendement maximal du capital pour le bénéfice des actionnaires.

Il a fait de la finance internationale l'instrument de ponction sans retenue des produits de l'activité humaine.

Les sommes colossales prélevées assèchent le financement des organismes sociaux, mettant en péril les systèmes de répartition solidaires.

Loin de remettre en cause l'effet néfaste de la libéralisation des mouvements de capitaux, les gouvernements persistent dans le dogme libéral et démantèlent un à un tous les services publics que nos nations ont mis des décennies à construire.

Les récentes crises financières, subprimes dans l'immobilier étasunien, placements hautement hasardeux à la Société Générale, spéculation à l'échelle mondiale sur les céréales, ont des conséquences dramatiques sur la population mondiale.

Le comité local d'ATTAC vous propose avec l'éclairage de Dominique PLIHON (économiste) de faire le point sur ces dérèglements et d'imaginer quelle mobilisation citoyenne permettrait d'enrayer cette spirale infernale.

**Réunion – débat Vendredi 6 juin 18h**  
**Salle Louis Eudier, quartier de l'Eure,**  
**au pied de l'église**



*suspendons la crise!* 

## La SECU est en danger !

Au moment où était présenté le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008, les conseillers CGT représentants des assurés à la Caisse Primaire du Havre, inquiets par les mesures annoncées par le gouvernement concernant notamment les franchises médicales et les exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires (etc..) ont réagi et soumis un texte à l'approbation de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration afin de réclamer que soit ouvert un véritable débat sur le financement de la protection sociale ( maladie, famille, retraites)

Au sortir de la guerre 39/45, une des plus grandes conquêtes de Société a été la SECURITE SOCIALE. Son principe de financement reposait alors sur la rémunération du travail qui devait comprendre le salaire net, et les cotisations sociales y afférant alimentant les fonds pour la protection sociale collectés par les URSSAF (union de recouvrement pour la sécurité Sociale et les allocations familiales), fondées, elles, en 1962. L'ensemble de ce dispositif, assurait la SOLIDARITE et la JUSTICE entre tous les citoyens face à tous les risques de la vie de la naissance jusqu'à la mort. Il participait en même temps à créer une véritable dynamique économique et sociale.

Si nous rappelons ces grands principes fondateurs de la Sécurité Sociale, c'est pour mieux appréhender combien les mesures annoncées par le Gouvernement, sont graves et seront lourdes de conséquences pour les salariés, les retraités, les malades, les familles en général.

Toutes ces mesures, qui privent la Sécurité Sociale de sa substance sont en complète rupture avec le besoin de solidarité, elles sont injustes et vont aggraver la pauvreté.

Il est indispensable de prendre d'urgence des décisions nouvelles et justes pour financer la sécurité sociale essentiellement malade du chômage et de la financiarisation de l'économie.

Pour cela, il faut s'intéresser à l'explosion des revenus financiers et aux entreprises qui spéculent contre l'emploi et les salaires. La Sécurité Sociale doit continuer à remplir son rôle solidaire dans un monde qui a changé, certes, mais qui n'est pas moins riche qu'en 1945 !

C'est pourquoi, nous demandons d'urgence, l'instauration d'un véritable débat autour du financement de la Sécurité Sociale aujourd'hui.

Joëlle Toutain

## ATTAC sur tous les fronts !

**Notre association se définit comme au service de l'éducation populaire !**

La remise en cause des avancées sociales arrachées par nos parents, interdisent à nos militants de se contenter d'analyser et de commenter la destruction systématique des services publics et de toutes les formes de vie sociale basée sur la solidarité.

L'adhésion à ATTAC est souvent un pas de plus fait par des militants, politiques, syndicaux ou associatifs qui pensent que leur action doit se nourrir d'un champ scientifique élargi.

C'est pourquoi vous voyez agir des gens d'ATTAC dans les mouvements populaires entre autres :

- le collectif pour la défense de l'hôpital public et contre les franchises médicales
- le collectif contre la construction de nouvelles centrales privées au charbon sur la zone
- l'Amap (association pour le maintien de l'agriculture paysanne) « les paniers cauchois »
- l'Ahseti et le collectif contre les discriminations raciales et le soutien aux sans papiers
- le soutien aux personnels du monde maritime et portuaire
- les organisations de défense de l'éducation nationale publique
- les mouvements de défense et d'émancipation des femmes

Jacques Lemonnier



